



HAL
open science

La République des Grammairiens

Olivier Christin, Clément Thibaud, Juan Pedro Sanchez Méndez, Edward Blumenthal, Alexandre Frondizi, Guillaume Alonge, Irène Herrmann

► **To cite this version:**

Olivier Christin, Clément Thibaud, Juan Pedro Sanchez Méndez, Edward Blumenthal, Alexandre Frondizi, et al. (Dir.). La République des Grammairiens. Olivier Christin. 2020. halshs-02889827

HAL Id: halshs-02889827

<https://shs.hal.science/halshs-02889827v1>

Submitted on 5 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

LA RÉPUBLIQUE DES GRAMMAIRIENS

Républiques et républicanismes aux XVIII^e et XIX^e siècles : grammaires

et concepts dans l'Amérique et l'Europe latines

LA REPÚBLICA DE LOS GRAMÁTICOS

Repúblicas y republicanismos en los siglos XVIII y XIX : gramáticas y

conceptos en la América y la Europa latinas

25-26 novembre 2019 | Fondation Maison Borel

25-26 de noviembre de 2019 | Fundación Maison Borel

Journées d'étude organisées par le Centre européen des études républicaines (CEDRE, Paris-PSL), l'Institut de langues et littératures hispaniques et l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel

Jornadas de estudio organizadas por el Centro Europeo de Estudios Republicanos (CEDRE, París-PSL), el Instituto de Lenguas y literaturas Hispánicas y el Instituto de Historia de la Universidad de Neuchâtel

Traduction des textes du français à l'espagnol: Tiffani Basalo Villar

Sommaire

Introduction	4
Républiques et Républicanismes : grammaires et concepts (Amérique Latine, Espagne, France, Italie) Olivier Christin (Université de Neuchâtel /EPHE/CEDRE)	4
Repúblicas y Republicanismos: gramáticas y conceptos (América Latina, España, Francia, Italia) Olivier Christin (Universidad de Neuchâtel (IH)/EPHE/CEDRE).....	5
I. Grammaires et révolutions hispano-américaines	7
Républiques juridictionnelles : une interprétation de l'éclosion républicaine en Colombie bolivarienne Clément Thibaud (EHESS, Mondes Américains-CERMA)	7
Repúblicas jurisdiccionales: una interpretación del estallido republicano en la Colombia bolivariana Clément Thibaud (EHESS, Mondes Américains-CERMA)	10
La Gramática d'Andrés Bello à partir d'une optique républicaine Juan Pedro Sánchez Méndez (Université de Neuchâtel)	14
La gramática de Andrés Bello desde una óptica republicana Juan Pedro Sánchez Méndez (Universidad de Neuchâtel).....	17
II. Républiques hispano-américaines et grammaires	21
Les orthographes républicaines en exil Edward Blumenthal (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3)	21
Las ortografías republicanas en exilio Edward Blumenthal (Universidad Sorbonne Nouvelle-Paris 3)	23
Re-républicaniser le langage politique au milieu du XIX ^e siècle : le <i>Diccionario para el pueblo</i> de Juan Espinosa Alexandre Frondizi (Université de Neuchâtel/CEDRE)	25
Re-republicanizar el lenguaje político a mediados del siglo XIX: el <i>Diccionario para el pueblo</i> de Juan Espinosa Alexandre Frondizi (Universidad de Neuchâtel/CEDRE).....	27
III. Figures de l'Europe républicaine	29
Une langue ancienne pour une nation nouvelle : réflexions sur la langue dans l'Italie du Risorgimento Guillaume Alonge (CEDRE/Paris)	29
Un lengua antigua para una nación nueva: reflexiones sobre la lengua en la Italia del Risorgimento Guillaume Alonge (CEDRE/Paris)	31
(Més)usages de l'idéal. Le républicanisme Suisse au prisme des auteurs russes Irène Herrmann (Université de Genève).....	33
Los (malos)usos del ideal. El republicanismo suizo a través del prisma de los autores rusos Irène Herrmann (Universidad de Ginebra)	34

Introduction

Républiques et Republicanismes : grammaires et concepts (Amérique Latine, Espagne, France, Italie) | Olivier Christin (Université de Neuchâtel /EPHE/CEDRE)

Les travaux des historiens, des linguistes, des civilisationnistes, des littéraires ont depuis longtemps révélé l'importance que les révolutions démocratiques de la fin du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e ont accordée à la question de la langue, et plus précisément de la langue nouvelle que les mutations politiques, sociales et culturelles leur paraissaient appeler, voire exiger, les conduisant parfois à s'engager dans une véritable politique de la langue. C'est, on le sait, le cas de la Révolution française, qui s'inscrit ici à la fois dans un projet universaliste et dans le prolongement des efforts déployés par la monarchie depuis le XVI^e siècle. Mais ce cas n'est peut-être pas aussi singulier qu'on a pu le dire.

La conviction que la révolution, la république ou la liberté ne pouvaient être assurées qu'à la condition de pouvoir être exprimées, défendues, enseignées dans une langue à la fois réformée et partagée par l'ensemble des citoyens s'est en effet affirmée bien au-delà du modèle français, au sein d'autres expériences politiques. Elle y a ainsi inspiré nombre de dispositions législatives, de tentatives normatives, de réformes scolaires dont l'histoire a en partie été faite, même s'il reste à comprendre les ressorts et les acteurs de la circulation internationale des idées et des projets en la matière. Elle s'y est aussi traduite, comme en France, par la production de livres particuliers qui se

sont alors donné pour ambition de décrire et de forger ces langues nouvelles et d'en suggérer les nouveaux usages : à côté des dictionnaires des néologismes de la Révolution française de William Dupré (*Lexicographia-neologica*, 1801) et de Louis-Sébastien Mercier (*Néologie*, 1801), ou encore du *Dictionnaire de la langue politique* de Pagnerre, on peut ainsi évoquer la *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos* d'Andrés Bello destinée aux habitants d'Amérique Latine et étroitement attachée à des aspirations libérales et républicaines et certaines grammaires italiennes contemporaines, qui mêlent considérations linguistiques et proclamations patriotiques-républicaines (Manzoni, Valussi).

Ces journées de travail, organisées par le Centre européen des études républicaines (CEDRE, Paris-PSL), l'Institut de langues et littératures hispaniques et l'Institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel, partent de l'hypothèse que ces textes apparemment techniques et aux objectifs précis confirment en fait en partie quelques-uns des enjeux portés au jour depuis une vingtaine d'années par les enquêtes d'histoire conceptuelle et de sémantique historique. Ceux-ci ont en effet très bien montré l'évolution du lexique de la politique dans la période charnière 1750-1850 en Allemagne (travaux de R. Koselleck, W. Conze et G. Franz, de M.

Richter entre autres) et en France (enquêtes de J. Guilhaumou ou R. Reichardt) mais aussi dans le monde hispanophone (projet des *Iberconceptos*). Depuis quelques années, la recherche s'est portée sur des concepts venus de l'économie politique, du fédéralisme, des théories raciales, du "droit international", qui s'avèrent déterminants pour comprendre l'organisation différentielle des sociétés. Elle a également montré les distorsions, les mutations, les adaptations que la circulation et la traduction des termes impriment aux catégories et à leurs usages, par exemple lorsque certains nouveaux concepts échappent à leur contexte immédiat d'émergence : celui de classes, notamment, qui des physiocrates

français puis espagnols change de sens en traversant l'Atlantique pour y désigner les groupes racialisés de la société (mulâtres, blancs, noirs, Indiens).

La rencontre a donc pour ambition d'explorer les passerelles entre histoire des idées ou des concepts et histoire de la langue, en cherchant notamment à cerner les rapports entre prescriptions normatives (dans les dictionnaires et les grammaires) et discours politiques ou usages langagiers concrets. Elle espère par-là contribuer à mieux saisir luttes symboliques et politiques qui se déroulent dans la première moitié du XIX^e siècle autour de la formation des concepts, des idées et des langues politiques des républicanismes modernes.

Repúblicas y Republicanismos: gramáticas y conceptos (América Latina, España, Francia, Italia) | Olivier Christin (Universidad de Neuchâtel (IH)/EPHE/CEDRE)

Los trabajos de los historiadores, lingüistas, civilizacionistas, literatos han revelado desde hace mucho tiempo la importancia que las revoluciones democráticas de finales del siglo XVIII y de la primera mitad del siglo XIX dieron a la cuestión del idioma, y más concretamente al nuevo idioma que los cambios políticos, sociales y culturales les parecían llamar, incluso exigir, conduciéndolos a veces a comprometerse en una verdadera política lingüística. Este es, como se sabe, el caso de la Revolución francesa, que forma parte tanto de un proyecto universalista como de la extensión de los esfuerzos realizados por la monarquía desde el siglo XVI. Pero este

caso quizás no es tan singular como se ha podido decir.

En efecto, la convicción de que la revolución, la república o la libertad solo podían garantizarse a condición de poder ser expresadas, defendidas, enseñadas en un idioma a la vez reformado y compartido por todos los ciudadanos se ha afirmado mucho más allá del modelo francés, en otras experiencias políticas. Así pues, esta convicción ha inspirado una serie de disposiciones legales, intentos normativos y reformas escolares, cuya historia ya se ha estudiado en parte, aunque todavía falta entender las causas y los actores de la circulación internacional de ideas y proyectos en esta esfera. Al

igual que en Francia, esta convicción también ha dado lugar a la producción de libros específicos que se propusieron describir y forjar estos nuevos idiomas y sugerir nuevos usos para ellos: junto a los diccionarios de neologismos de la Revolución francesa de William Dupré (*Lexicographia-neologica*, 1801) y de Louis-Sébastien Mercier (*Néologie*, 1801), o incluso el *Dictionnaire de la langue politique* de Pagnerre, se puede evocar así la Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos de Andrés Bello, destinada a los habitantes de América Latina y estrechamente ligada a aspiraciones liberales y republicanas, y ciertas gramáticas italianas contemporáneas, que mezclan consideraciones lingüísticas y proclamaciones patriótico-republicanas (Manzoni, Valussi).

Estas jornadas de trabajo, organizadas por el Centro Europeo de Estudios Republicanos (CEDRE, París-PSL), el Instituto de Lenguas y Literaturas Hispánicas y el Instituto de Historia de la Universidad de Neuchâtel, parten de la hipótesis de que estos textos, aparentemente técnicos y con objetivos precisos, confirman en parte algunos de los desafíos puestos de manifiesto en los últimos veinte años por los estudios de historia conceptual y de semántica histórica. En efecto, estos han mostrado muy bien la evolución del léxico de la política en el período crucial de 1750-1850 en Alemania (trabajos de R. Koselleck, W. Conze y G. Franz, de M. Richter, entre

otros) y en Francia (estudios de J. Guilhaumou o R. Reichardt), pero también en el mundo de habla hispana (proyecto *Iberconceptos*). En los últimos años, la investigación se ha centrado en conceptos derivados de la economía política, del federalismo, de las teorías raciales, del “derecho internacional”, que resultan cruciales para comprender la organización diferencial de las sociedades. Asimismo, ha sacado a la luz las distorsiones, mutaciones y adaptaciones que la circulación y la traducción de los términos imponen en las categorías y en sus usos, por ejemplo, cuando determinados conceptos nuevos escapan de su contexto inmediato de surgimiento: especialmente, el de las clases, cuyo sentido los fisiócratas franceses y luego españoles cambian al cruzar el Atlántico para designar los grupos racializados de la sociedad (mulatos, blancos, negros, indios).

El objetivo del encuentro es explorar las pasarelas entre la historia de las ideas o de los conceptos y la historia de la lengua, en particular tratando de identificar las relaciones entre las prescripciones normativas (en los diccionarios y las gramáticas) y el discurso político o los usos concreto del lenguaje. Con ello, se espera contribuir a una mejor comprensión de las luchas simbólicas y políticas que se desarrollan en la primera mitad del siglo XIX en torno a la formación de los conceptos, ideas e idiomas políticos de los republicanismos modernos.

I. Grammaires et révolutions hispano-américaines

Républiques juridictionnelles : une interprétation de l'éclosion républicaine en Colombie bolivarienne | Clément Thibaud (EHES, Mondes Américains-CERMA)

Parmi les révolutions hispano-américaines, la Colombie et le Venezuela présentent des particularités importantes en raison de leur reconnaissance très précoce de la forme républicaine de gouvernement, entre 1811 et 1813. Cette rupture nette avec la monarchie s'est produite près d'une décennie plus tôt que dans le reste de l'Amérique hispanique. Ajoutons que les Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade et du Venezuela ont été les premières à proclamer leur indépendance absolue vis-à-vis du roi et de la monarchie hispanique entre 1811 et 1813, et ont connu un riche processus de constitutionnalisation. La première constitution écrite du monde hispanique y a également été adoptée en 1811. Comment expliquer ce caractère précoce et radical des révolutions de Terre-Ferme, avec un répertoire de valeurs très antimonarchiques, une situation qui ne se produit peut-être que dans le Rio de la Plata, plus tardivement ?

L'idée que je voudrais développer est que, bien que les circulations politiques des années 1790 entre la Terre-Ferme et les Antilles françaises puissent expliquer une partie de la rhétorique républicaine de la rupture avec l'Ancien Régime, la relative facilité de la rupture avec la figure du roi découle de la reformulation de l'héritage juridictionnel hispanique traditionnel via un impressionnant travail constitutionnel qui conduit à l'invention de nouvelles

institutions. Celles-ci combinaient l'ancien gouvernement de la justice, centré sur la figure du juge et d'une loi indisponible donnée au roi et à ses sujets, et les formes constitutionnelles libérales et républicaines. Je voudrais ainsi souligner l'une des dynamiques entraînée par la rupture de cette région avec la monarchie hispanique, à savoir la reconfiguration de ce gouvernement ancien de justice, avec ses degrés juridictionnels et ses hiérarchies territoriales. Ainsi, la condition de possibilité de la construction matérielle, spatiale d'une nouvelle forme de gouvernement sans roi s'est réalisée grâce au redéploiement des sphères juridictionnelles de l'ancien régime. A l'ère républicaine, cette redéfinition du pouvoir des juges est associée à un transfert de sacralité, pour reprendre la formule d'Alphonse Dupront.

I. Justice, juridiction et territoire dans la monarchie hispanique

Pour commencer, il convient de rappeler la tension relevée par l'historien Pablo Fernández Albaladejo entre « l'esprit de justice » et « l'esprit d'administration », entre une conception limitée du pouvoir politique, dont la fonction principale consiste à préserver un ordre donné par Dieu sans l'altérer, donnant à chacun ce qui lui revient en propre, et une autre conception, plus « moderne », plus volitive, plus sécularisée de la

souveraineté. Dans l'ordre de la justice, il y a des lois transcendantes, inaltérables, que la vraie justice doit reconnaître, expliciter et préserver à tout prix, mais sans outrepasser son pouvoir. Cet « esprit de justice », exprimé ici-bas à travers la puissance juridictionnelle des fonctionnaires royaux et municipaux, ne s'identifie pas avec le constitutionnalisme historique – *Ancient Constitution* si l'on reprend l'expression employée par Pocock – puisque les royaumes espagnols d'Amérique n'ont jamais eu de lois fondamentales comparables à celles du royaume d'Aragon, par exemple. « L'esprit d'administration », en revanche, est lié à l'effort de concentration gouvernementale des réformes bourbonniennes, ses réformes fiscales et le renforcement des forces armées (et de l'administration militaire en tant que forme légitime de gouvernement).

Il faut également rappeler que le gouvernement des Indes de Castille était fondé sur une combinaison de deux types de justice et d'administration. D'une part, les institutions royales (le vice-roi, le capitaine général, l'armée régulière), numériquement peu présente, sans pour autant cesser d'être des institutions fondamentales. D'autre part, les justices corporatives des grandes institutions, comme l'Église, l'Université, les corps et communautés, parmi lesquelles les compétences territoriales des alcades s'avèrent fondamentales. Placés à la tête des villes, cités et villages, ces derniers sont autant de juges qui administrent la justice (ce qui signifie qu'ils ne sont pas de simples administrateurs). Le juge, qui répond au cas par cas à chaque problème

sur la base d'un corpus hétérogène de lois, forme la clé de voûte d'un système de gouvernement qui se maintient jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Il n'est pas simplement la « bouche de la loi » et jouit d'une grande autonomie aussi bien vis-à-vis des massifs normatifs qu'il mobilise. Il ne s'agit donc pas d'un système de gouvernement légicentré, mais d'un dispositif souple et transactionnel, du fait de son caractère casuistique. D'où sa capacité à gouverner de vastes territoires malgré la pauvreté et la précarité de ses moyens. Ainsi est-il possible de comprendre la monarchie hispanique comme une monarchie républicaine ou une république monarchique pour deux raisons :

Elle est un corps politique composé de corporations locales de justice, dotées d'une large autonomie, dirigées par des aristocraties municipales que les sources appellent « Républicains », « Pères de la Patrie ». Ainsi, chaque ville décrivait une république en soi. Le couple traditionnel du *Rex et Regnum* peut être compris comme l'articulation entre le Roi et le corps de la Monarchie, ce dernier ayant la structure fédérative d'une République composée de républiques municipales avec leurs pouvoirs juridictionnels.

Elle incarne un idéal chrétien de lois hétéronomes, données par Dieu, qui incarne un ordre imposé au roi et à ses agents, rendant difficile l'évolution vers un absolutisme strict fondé sur le principe du bien commun.

Cette description de la monarchie espagnole permet de mieux comprendre la solution républicaine et confédérale que

les Grenadiens et les Vénézuéliens ont apportée à la crise de 1808.

II. Reconstruire l'ordre territorial : la solution confédérale

Ainsi, avec l'acéphalie monarchique découlant des abdications de Bayonne, on peut lire la crise de l'année 1808 comme un retour de la souveraineté du roi au « peuple », entendu comme le corps sans tête de la Monarchie. En d'autres termes, on assiste à la rétrocession de la souveraineté royale à la République et aux Républicains qui la gouvernaient (ces aristocraties qui composaient les *cabildos*). Ce processus impliquait un profond travail symbolique de recomposition d'un ordre devenu acéphale depuis le « bas », les cités. Cette tâche constitutionnelle, au sens premier du terme, était d'autant plus urgente que la disparition soudaine du gouvernement colonial plongea la région dans un processus de guerres de basse intensité entre les cités et les provinces, avec plusieurs conséquences.

Avec la souveraineté, les premiers gouvernements autonomes récupèrent aussi les pouvoirs religieux. Le gouvernement du Socorro a ainsi cherché à établir un diocèse dans sa juridiction sans l'approbation du Pape. D'après lui, le peuple, en tant que communauté d'habitants et corps civique, mais aussi figure du Christ, incarne une image de la sacralité de Dieu dans ce monde, et peut choisir ses autorités religieuses. La constitution de la Nouvelle Barcelone, au Venezuela, adopte une charte qui promulguait une constitution civile du clergé, selon le modèle français, avec

élection des prêtres et des évêques par vote populaire. Ces décisions s'appuient sur des raisonnements issus du jansénisme politique, ou de textes relevant d'un catholicisme anti-romain, qui construisait une légitimité religieuse non à partir de la tête mais « par le bas ».

Recomposer l'ordre politique par en bas impliquait également l'articulation de toutes les communautés civiques dans un ordre composite, ascendant et unique. Le confédéralisme offrait une solution parfaite à ce problème. Cela explique son caractère quasi universel dans l'Amérique des premières autonomies, dans les années 1810. Pour résumer, la disparition de la garantie religieuse et institutionnelle de l'ordre juridictionnel a entraîné un triple défi :

Premièrement, la reconstruction de l'ordre territorial au sein des républiques provinciales et entre elles pour former les Provinces unies impliquait de rendre explicites les pactes internes et externes entre les juridictions locales et provinciales. Les nombreuses constitutions provinciales et confédérales ont joué ce rôle, et cette circonstance explique le carrousel constitutionnel de la région avec plus de 15 conventions constitutives aux niveaux régional et confédéral.

D'autre part, cette situation de recomposition territoriale a permis de couronner certaines revendications anciennes des peuples, typiques de l'ancien ordre de justice, en vue de l'élargissement de leurs juridictions. Comme dans l'Amérique de Cadix, le nombre de municipalités s'est multiplié. Dans la Nouvelle-Grenade, nous sommes

passés de 70 à 117 conseils municipaux. Ce processus s'est également accompagné de la promotion statutaire de nombreuses villes qui sont devenues des *villas* ou des *ciudades*, ce qui leur a permis de disposer de pouvoirs juridictionnels étendus, notamment dans les zones de guerre : la concession, par le gouvernement provincial, du rang de villa ou de cité à une ville était un moyen de susciter l'obéissance ou la loyauté.

Enfin, il s'agissait de reconstituer une hiérarchie des juridictions territoriales, à partir d'une double manœuvre. D'abord, l'association des cités au sein de républiques provinciales constitutionnalisées, formant un premier niveau gouvernement où s'affirment de manière précoce les répertoires antimonarchiques. Ensuite, l'association de ces « États provinciaux » à une fédération « nationale », de caractère confédéral. Ces deux manœuvres ouvraient la possibilité d'une association à un niveau supérieur.

En conclusion, on peut souligner quelques points saillants :

La rupture vers le républicanisme se produisit par la recomposition des institutions politiques issues de l'héritage monarchique à partir de l'unité

« organique » des cités. La révolution républicaine construisit du nouveau à partir des éléments de la constitution matérielle de la monarchie hispanique. Le fédéralisme est ainsi la reformulation de la dimension républicaine (municipale) de la monarchie espagnole.

Cela n'empêcha le constitutionnalisme de la région de faire référence aux précédents nord-américain et français. Mais, bien qu'il se réfère à ceux-ci, le fonctionnement et les objectifs des nouvelles institutions n'avaient rien à voir avec leurs parangons puisque leur raison d'être n'était pas tant d'inventer un nouveau droit que de figurer la continuité de la *jurisdictio*, du consentement des peuples par le biais du vote communautaire.

Ainsi, le carrousel constitutionnel de la Terre-Ferme ne renvoyait pas tant à un pouvoir constituant, difficile à imaginer dans un environnement non-légicentré, juridictionnel, casuistique, qu'à la recomposition d'un ordre territorial sans la médiation des institutions monarchiques et coloniales. L'échec de ce premier moment constitutionnel devait conduire à un moment guerrier très violent qui devait mobiliser d'autres acteurs autour de nouveaux conflits.

Repúblicas jurisdiccionales: una interpretación del estallido republicano en la Colombia bolivariana | Clément Thibaud (EHESS, Mondes Américains-CERMA)

Entre las revoluciones hispanoamericanas, Colombia y Venezuela presentan importantes particularidades debido a su

reconocimiento muy temprano de la forma republicana del gobierno, entre 1811 et 1813. Esta clara ruptura con la monarquía ocurrió casi una década antes que en el

resto de Hispanoamérica. Se debe añadir que las Provincias Unidas de Nueva Granada y Venezuela fueron las primeras en proclamar su absoluta independencia respecto del rey y de la monarquía hispánica entre 1811 y 1813, y que atravesaron un rico proceso de constitucionalización. La primera constitución escrita del mundo hispánico también fue adoptada en esta región en 1811. ¿Cómo explicar este carácter temprano y radical de las revoluciones de Tierra Firme, con un repertorio de valores muy antimonárquicos, situación que tal vez sólo se producirá más adelante en el Río de la Plata?

La idea que me gustaría desarrollar es que, a pesar de que las circunstancias políticas de la década de 1790 entre Tierra Firme y las Antillas francesas pudieran explicar parte de la retórica republicana de la ruptura con el Antiguo Régimen, la relativa facilidad de la ruptura con la figura del rey proviene de la reformulación del patrimonio jurisdiccional hispánico tradicional a través de una impresionante labor constitucional que abrió la puerta a la creación de nuevas instituciones, que combinaban el antiguo gobierno de justicia, centrado en la figura del juez y de una ley indisponible dada al rey y a sus súbditos, y las formas constitucionales liberales y republicanas. De esta manera, me gustaría destacar una de las dinámicas quizás desapercibidas que ocasionó la ruptura de esta región con la monarquía hispánica, es decir, la reconfiguración de ese antiguo gobierno de justicia, con sus grados jurisdiccionales y jerarquías

territoriales. Así, la condición de posibilidad de la construcción material, espacial de una nueva forma de gobierno sin rey se logró a través de la redistribución de las esferas jurisdiccionales del Antiguo Régimen. En la época republicana, esta redefinición del poder de los jueces se asocia con una transferencia de sacralidad, para retomar la fórmula de Alphonse Dupront.

I. Justicia, jurisdicción y territorio en la monarquía hispánica

En primer lugar, conviene recordar la tensión que el historiador Pablo Fernández Albaladejo constata entre “el espíritu de justicia” y “el espíritu de administración”, entre una concepción limitada del poder político, cuya principal función consiste en preservar un orden dado por Dios sin alterarlo, dando a cada uno lo que le corresponde, y otra concepción, más “moderna”, más volitiva, más secularizada de la soberanía. En el orden de la justicia, existen leyes trascendentales e inalterables, que la verdadera justicia debe reconocer, explicitar y preservar a toda costa, pero sin excederse en su poder. Este “espíritu de justicia”, expresado aquí abajo a través del poder jurisdiccional de los funcionarios reales y municipales no se identifica con el constitucionalismo histórico – *Ancient Constitution* si se retoma la expresión usada por Pocock – ya que los reinos españoles de América nunca tuvieron leyes fundamentales comparables a las del reino de Aragón, por ejemplo. “El espíritu de administración”, sin embargo, está vinculado al esfuerzo del gobierno por concentrar reformas borbónicas, sus

reformas fiscales y al fortalecimiento de las fuerzas armadas (y de la administración militar como forma legítima de gobierno).

También debemos recordar que el gobierno de las Indias de Castilla estaba basado en una combinación de dos tipos de justicia y de administración. Por un lado, las instituciones reales (el virrey, el capitán general, el ejército regular), poco importantes en términos cuantitativos, sin dejar de ser por ello instituciones fundamentales. Por otro lado, los juzgados corporativos de las grandes instituciones como la Iglesia, la Universidad, los organismos y las comunidades, entre las cuales las competencias territoriales de los alcaldes resultan fundamentales. Situados a la cabeza de las ciudades, los barrios bajos y los pueblos, estos últimos en la práctica son jueces que administran la justicia (lo que significa que no son simples administradores). El juez, que responde caso por caso a cada problema sobre la base de un corpus heterogéneo de leyes, constituye la piedra angular de un sistema de gobierno que duró hasta finales del siglo XIX. No es simplemente el “portavoz de la ley”, sino que goza además de una gran autonomía frente a los macizos normativos que moviliza. Por lo tanto, no se trata de un sistema de gobierno centrado en la ley, sino de un dispositivo flexible y transaccional gracias a su carácter casuístico. De ahí su capacidad para gobernar vastos territorios a pesar de la pobreza y la precariedad de sus medios. Así, existen dos razones que nos permiten entender la monarquía hispánica como una monarquía republicana o una república monárquica:

Se trata de un órgano político formado por corporaciones locales de justicia, dotadas de una gran autonomía, dirigidas por aristocracias municipales que las fuentes llaman “Republicanos”, “Padres de la Patria”. De esta manera, cada ciudad describía una república en sí. La tradicional pareja del *Rex et Regnum* puede entenderse como la articulación entre el Rey y el cuerpo de la Monarquía, esta última con la estructura federativa de una República compuesta de repúblicas municipales con sus respectivos poderes jurisdiccionales.

Encarna un ideal cristiano de leyes heterónomas dadas por Dios, quien encarna un orden impuesto al rey y a sus agentes, dificultando la evolución hacia un absolutismo estricto basado en el principio del bien común.

Esta descripción de la monarquía española permite comprender mejor la solución republicana y confederal que los granadinos y los venezolanos aportaron a la crisis de 1808.

II. Reconstruir el orden territorial: la solución confederal.

Así pues, con la acefalia monárquica resultante de las abdicaciones de Bayona, la crisis de 1808 puede interpretarse como la entrega de la soberanía del rey al “pueblo”, entendido como el cuerpo sin cabeza de la Monarquía. En otros términos, se asiste a la retrocesión de la soberanía real a la República y a los Republicanos que la gobernaban (esas aristocracias que formaban los cabildos). Ese proceso implicaba un profundo trabajo

simbólico de recomposición de un orden que se había tornado acéfalo desde “abajo”, desde las ciudades. Esta tarea constitucional, en el sentido estricto del término, era aún más urgente ya que la desaparición repentina del gobierno colonial sumió a la región en un proceso de guerras de baja intensidad entre las ciudades y las provincias, lo que acarrió múltiples consecuencias.

Con la soberanía, los primeros gobiernos autónomos también recuperaron los poderes religiosos. El gobierno del Socorro intentó así establecer una diócesis dentro de su jurisdicción sin la aprobación del Papa. Según este gobierno, el pueblo, como comunidad de habitantes y como cuerpo cívico, pero también como figura de Cristo, encarna una imagen de la sacralidad de Dios en este mundo, y puede elegir a sus autoridades religiosas. La constitución de la Nueva Barcelona, en Venezuela, adoptó una carta que promulgaba una constitución civil del clero, según el modelo francés, con la elección de los sacerdotes y de los obispos por voto popular. Estas decisiones se basan en razonamientos derivados del jansenismo político, o de textos del catolicismo antirrománico, que construían una legitimidad religiosa no desde la cabeza, sino “desde abajo”.

Recomponer el orden político desde abajo implicaba también la articulación de todas las comunidades cívicas en un orden compuesto, ascendente y único. El confederalismo ofrecía una solución perfecta a este problema. Esto explica su carácter casi universal en la América de las

primeras autonomías, en la década de 1810. En resumen, la desaparición de la garantía religiosa e institucional del orden jurisdiccional trajo consigo un triple desafío:

En primer lugar, la reconstrucción del orden territorial dentro de las repúblicas provinciales y entre ellas para formar las Provincias unidas implicaba hacer explícitos los pactos internos y externos entre las jurisdicciones locales y provinciales. Las numerosas constituciones provinciales y confederales desempeñaron ese papel, y esa circunstancia explica el carrusel constitucional de la región con más de 15 convenciones constituyentes a nivel regional y confederal.

En segundo lugar, esta situación de recomposición territorial permitió coronar determinadas antiguas reivindicaciones de los pueblos, típicas del antiguo orden de justicia, con vistas a la ampliación de sus jurisdicciones. Al igual que en la América de Cádiz, el número de municipios se multiplicó. En la Nueva Granada, se pasó de 70 a 117 consejos municipales. Ese proceso también estuvo acompañado de la promoción estatutaria de numerosas ciudades que se convirtieron en lo que en español se llama villas o ciudades, lo que les otorgó amplios poderes jurisdiccionales, especialmente en las zonas de guerras: la concesión, por parte del gobierno provincial, del rango de villas o ciudades era un medio para obtener obediencia o lealtad.

Por último, se trataba de reconstruir una jerarquía de jurisdicciones territoriales, a partir de una doble

maniobra. En primer lugar, la asociación de ciudades dentro de las repúblicas provinciales constitucionalizadas, formando así un primer nivel de gobierno en el que los repertorios antimonárquicos se afirmaron de una manera temprana. En segundo lugar, la asociación de estos “Estados provinciales” a una federación “nacional”, de carácter confederal. Estas dos maniobras abrieron la posibilidad de una asociación a un nivel superior.

En conclusión, se pueden destacar algunos puntos sobresalientes:

La ruptura hacia el republicanismo se produjo a través de la recomposición de las instituciones políticas derivadas de la herencia monárquica a partir de la unidad “orgánica” de las ciudades. La revolución republicana construyó algo nuevo a partir de los elementos de la constitución material de la monarquía hispánica. El federalismo es, por lo tanto, la reformulación de la dimensión republicana (municipal) de la monarquía española.

Esto no impidió que el constitucionalismo de la región se refiriera a los precedentes norteamericanos y franceses. Sin embargo, aunque se refería a ellos, el funcionamiento y los objetivos de las nuevas instituciones no tenían nada que ver con sus parangones, ya que su razón de ser no era tanto inventar un nuevo derecho, sino más bien representar la continuidad de la *jurisdictio*, del consentimiento de los pueblos mediante el voto comunitario.

Así pues, el carrusel constitucional de la Tierra Firme no se refería tanto a un poder constituyente, difícil de imaginar en un entorno que no estuviera basado en la ley, jurisdiccional, casuístico, sino más bien a la recomposición de un orden territorial sin la mediación de las instituciones monárquicas y coloniales. El fracaso de este primer momento constitucional debía llevar a un momento de guerra muy violento que tenía que movilizar a otros actores en torno a nuevos conflictos.

La Gramática d’Andrès Bello à partir d’une optique républicaine | Juan Pedro Sánchez Méndez (Université de Neuchâtel)

La figure d’Andrés Bello a été unanimement considérée comme celle de l’intellectuel le plus remarqué et influent de l’Amérique hispanique, au-delà même de son époque. Il s’agit d’un penseur appartenant à la première génération qui, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, vit la période tumultueuse et aléatoire pendant laquelle l’Amérique espagnole des vice-royautés se transforme

en une Amérique indépendante et républicaine. Bello exerce une profonde influence sur ce processus, notamment au Chili. Il est un érudit des Lumières : philosophe, poète, philologue, linguiste, essayiste, pédagogue, homme politique, diplomate. Considéré comme l’un des plus importants humanistes de l’Amérique des indépendances, il devient également l’un

des plus efficaces bâtisseurs du républicanisme américain.

L'une des principales œuvres culturelles de Bello est sa *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos* où, en 1847, il fait systématiquement la synthèse d'une grande partie de sa pensée politique liée à la culture. En assumant un rôle majeur dans le progrès culturel hispano-américain, Bello représente une figure centrale de la période pendant laquelle un fort désir d'indépendance culturelle résulte naturellement de l'indépendance politique. Plusieurs de ses idées linguistiques et, plus généralement, son œuvre font clairement de Bello un homme des Lumières. Il représente et assume dans une large mesure les idées qu'à partir du milieu du XVIII^e siècle les Lumières hispano-américaines développaient sur la langue espagnole, son enseignement et son "bon usage". Bello se distingue néanmoins doublement des anciens hommes des Lumières et même de ses contemporains. D'une part, ses idées linguistiques, il les subordonne à un projet politico-culturel teinté d'américanisme éclairé ou d'identité continentale. D'autre part, ces deux dimensions, il les articule en un plan d'action pédagogique déployé dans des propositions orthographiques et une grammaire qui influenceraient toutes profondément les générations suivantes.

Vers 1835, à l'âge de 54 ans, Bello est déjà pleinement républicain. Son républicanisme se forme à mesure que les différentes nations américaines s'érigent sur les ruines de ce qui avait été l'empire espagnol. Conservatrice, sa vision

républicaine défend l'indépendance et les institutions publiques qui doivent garantir la séparation des pouvoirs et la liberté de chacun des membres d'une société soumise à la loi, à l'ordre et au progrès.

Si Bello transforme son attitude linguistique en un outil politique républicain, il ne le fait point dans la rupture, mais en continuateur et héritier des idées que, depuis au moins deux générations, les Lumières américaines développaient sur la langue et l'identité américaine. Ce qui reste novateur chez lui, c'est qu'il est le premier à articuler toutes ces idées dans un projet politique cohérent et à concevoir un moyen de le mettre en pratique. Nombreux sont effectivement les spécialistes qui s'accordent à dire que sa *Gramática* et les réflexions développées en Amérique sur les langues nationales pendant la première moitié du XIX^e siècle s'inscrivent dans le cadre des Lumières hispano-américaines où, par ailleurs, se reconnaissent des influences anglaises et françaises (ARNOUX, 1995 : 78).

L'émancipation des différentes républiques américaines actualise les préoccupations linguistiques et la discussion sur les langues nationales. C'est dans ce contexte que s'inscrivent l'œuvre de Bello et les travaux de ses collègues américains. À leur propos, Amado Alonso (ALONSO, 1989 : 537) signalait qu'ils ressentent le problème de la langue comme un problème politique, en raison de son histoire, spécifique à l'Amérique et, en raison de son avenir, nécessitant d'une attention urgente. En effet, le continent vient de passer d'une situation où ses diverses régions étaient soumises à

l'autorité politique de la couronne espagnole à une situation de pays hispaniques égaux et unis par une histoire, une tradition et une langue communes. La langue et la règle doivent s'adapter à ces nouvelles circonstances d'égalité entre peuples frères. Derrière le purisme nuancé de Bello et ses écrits, on peut distinguer quatre projets des Lumières du temps des indépendances américaines qui se recourent et s'articulent :

1. Le premier est le *projet politique* qui vise, d'une part, l'inclusion du proprement américain dans un bon usage ou une norme hispanique à laquelle doivent se soumettre tous les peuples hispanophones, y compris l'Espagne, et, d'autre part, l'indépendance ou l'émancipation égalitaire à l'égard du canon linguistique péninsulaire. Son projet linguistique est une partie essentielle de son projet politique. C'est le premier à rendre explicite la revendication des variétés cultivées américaines – employées par les personnes instruites et suivant les principes grammaticaux de la langue – et à leur accorder le même statut et la même valeur sociale et linguistique qu'aux variétés péninsulaires. À ce sujet, María López García observe qu'accorder à l'espagnol cultivé américain un statut similaire à celui de la péninsule pourrait revenir à prendre l'usage américain comme référence et justifier son modèle normatif (LÓPEZ GARCÍA, 2007 : 691). L'hispanité de la norme, d'une part, et l'inclusion de l'américain, d'autre part, sont donc les moyens qui permettent de comprendre la finalité politique qui sous-tend les écrits de Bello.

2. Le deuxième projet fait référence au *progrès lié à l'adoption, dans la langue cultivée, de tout ce qui implique son perfectionnement sans aller à l'encontre de ce bon usage ni de son unité*. Vecteur de lumière et d'expression de la pensée, la langue doit demeurer à son état de perfection et, en même temps, pouvoir se renouveler.

3. Le troisième projet renvoie à *l'unité de la langue comme idéal culturel et politique continental et national*. Les hommes des Lumières de la fin du XVIII^e siècle avaient mis la langue – en tant qu'élément commun d'union, de fraternité et de communication entre les différents peuples frères de la nouvelle Amérique – au service de la question de l'identité continentale ou de l'idéal américaniste présent chez nombre de grands *libertadores* et, en particulier, chez Bolívar. Cette identité continentale se définit comme hispanique grâce à la langue, seul lien ferme laissé par la domination espagnole. Aussi l'Amérique hispanique se conçoit-elle comme une communauté culturelle et idiomatique formée d'anciennes colonies espagnoles devenues républiques libres (ROJAS MIX, 1987 : 60). Cela facilite le projet de création d'un bloc commun solide, d'une confédération permettant d'affronter ensemble des ennemis communs et de se définir face au reste du monde. En créant un sentiment de communauté et de continuité historiques, la langue forge une fraternité de pays américains.

4. En étroite relation avec ce qui précède, le quatrième et dernier projet, tiré de sa *Gramática*, concerne *l'éducation du*

peuple (CABALLERO, 1992 : 179). Sa *Gramática* est également un outil pédagogique au service des nouvelles républiques. Bello ressent l'obligation de promouvoir l'éducation des Américains : l'unité linguistique et culturelle garantit non seulement l'unité continentale par le biais d'une étude sérieuse des formes linguistiques de l'espagnol, mais crée aussi une société d'hommes aptes à l'exercice de la citoyenneté et donc vraiment libres. La pensée se développe avec l'étude du langage. Il s'agit de la création de ce que Bello appelle les "grammaires nationales", entendues comme la promotion de l'éducation linguistique de ses nouveaux compatriotes par le biais de l'enseignement scolaire de la langue maternelle et du bon usage.

Bibliographie citée :

ALONSO, Amado (1989), «Introducción a los estudios gramaticales de Bello», en Manuel Gayol Mecías (comp.), *Valoración*

Múltiple. Andrés Bello, La Habana, Centro de Investigaciones Literarias: 534-566.

ARNOUX, E. N. (1995), «Gramática nacional y pensamiento ilustrado: huellas de una travesía intelectual», *Letterature d'America*, año xv, 59: 63-87.

BELLO, Andrés (1891/1951), *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos*, Caracas, Ministerio de Educación.

CABALLERO, María (1992), «Las polémicas lingüísticas durante el siglo xix», *Cuadernos Hispano-americanos*, 500: 177-187.

LÓPEZ GARCÍA, María (2004), «Norma, variedad y enseñanza en la *Gramática castellana* de Andrés Bello», *Revista Mexicana de Investigación Educativa*, vol. 12, nº 33: 679-700.

ROJAS MIX, Miguel (1987), «La cultura hispanoamericana del siglo XIX», en Luis Iñigo Madrigal (coord.), *Historia de la literatura hispanoamericana*, Madrid, Cátedra, t. II: 55-74.

La gramática de Andrés Bello desde una óptica republicana | Juan Pedro Sánchez Méndez (Universidad de Neuchâtel)

La polifacética figura de Andrés Bello ha sido considerada unánimemente como el intelectual más destacado e influyente de Hispanoamérica, incluso mucho más allá de su propia época. Se trata de un pensador perteneciente a la primera generación que vivió el tumultuoso y azaroso periodo que transitó de la América virreinal española a la de la América independiente republicana durante la primera mitad del siglo XIX. En

este proceso, dejaría una honda influencia, sobre todo en países como Chile. Fue un erudito ilustrado: filósofo, poeta, traductor, filólogo, lingüista, ensayista, educador, político y diplomático. Considerado como uno de los humanistas más importantes de la América de las independencias, se convirtió en uno de los más eficaces constructores del republicanismo americano.

De entre sus principales obras culturales destaca la *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos* (1847). En ella sintetizará de manera sistemática gran parte de su pensamiento político vinculado a la cultura. En este sentido Bello representa una figura de gran significación por el importante papel que asumió en el progreso cultural hispanoamericano en la época en que las independencias políticas fueron seguidas por los deseos de independencia cultural. En muchas de sus ideas lingüísticas y en su obra, Bello es claramente un ilustrado. Representa y asume en buena medida los ideales que, sobre la lengua española, su enseñanza y el "buen uso" fue desarrollando la Ilustración hispanoamericana desde mediados del siglo XVIII. La diferencia de Bello respecto de los ilustrados anteriores a él, e incluso de sus contemporáneos, es que, por un lado, subordinó sus ideas lingüísticas al proyecto político-cultural republicano de tinte ilustrado americanista o de identidad continental, y, por el otro, supo articular ambas facetas en un plan de acción pedagógico, que se resume en sus propuestas ortográficas y en su gramática, de honda influencia en las generaciones posteriores.

Hacia 1835, con 54 años, podemos decir que ya es plenamente republicano. Ese republicanismo se fue perfilando en un contexto social en el que se consolidaron las distintas naciones americanas sobre las ruinas de lo que había sido el imperio español. Su visión republicana era conservadora y defendía la independencia y la institucionalidad pública que

garantizase la separación de poderes y la libertad de los individuos en tanto que miembros de una sociedad sujeta a la ley, el orden y el progreso.

Bello plasmó su actitud hacia la lengua en una herramienta política republicana, pero, y esto es importante, no como un rupturista, sino como continuador heredero de las ideas que sobre la lengua y la identidad americana fue desarrollando la ilustración americana desde, al menos, dos generaciones antes en la América española. Pero en lo que sí supuso una innovación es que él fue en primero en articular todas estas ideas en un proyecto político coherente y en diseñar una manera de ponerlo en práctica. En efecto, no son pocos los estudiosos que coinciden en señalar que la *Gramática* de Bello y las reflexiones acerca de las lenguas nacionales que se desarrollaron en América durante la primera mitad del siglo XIX se enmarcan en lo que se conoce como Ilustración hispanoamericana, en cuyas ideas se reconocen las influencias de países como Francia e Inglaterra (Arnoux, 1995: 78).

La emancipación de las distintas repúblicas americanas llevó a un primer plano de actualidad las preocupaciones lingüísticas y la discusión sobre las lenguas nacionales, a la vez que aparecieron nuevos contenidos apenas esbozados en la época anterior. Es en este contexto donde hay que situar la obra de Bello. Señala Amado Alonso (1989: 537) que Bello y sus colegas americanos sentían la cuestión de la lengua en América como un problema político, específico de América por su historia pasada y de

urgente atención dada la historia venidera. Se ha pasado de una situación en que las distintas regiones americanas estaban subyugadas a la autoridad política de la Corona española a una nueva situación de países hispánicos, en pie de igualdad, unidos por una historia, una tradición y una lengua comunes. La lengua y la norma deben adaptarse a estas nuevas circunstancias de igualdad entre pueblos hermanos. Tras el purismo matizado de Bello y sus escritos podemos ver delimitados cuatro proyectos importantes de la Ilustración de la independencia que se imbrican e implican profundamente entre ellos:

1. El primero es el *proyecto político*, que, por un lado, busca la inclusión de lo americano en el buen uso o la norma, que es sentida como hispánica y a la que deben sujetarse todos los pueblos de lengua española, incluida España y, por el otro, la independencia o emancipación en pie de igualdad respecto del canon lingüístico peninsular. Su proyecto lingüístico formaba parte esencial de su proyecto político. Él es el primero en hacer explícita la reivindicación de las variedades cultas americanas, las propias de los usos de la gente educada siempre que siguieran los principios gramaticales de la lengua, y en otorgarles el mismo estatuto, valor social y lingüístico que a las variedades peninsulares. A este respecto observa María López (2007: 691) que, concederle al español culto americano un estatuto similar al peninsular, podía tomar el uso americano como referencia y justificar su patrón normativo. Por lo tanto, lo hispánico de la norma, por un lado, y la

inclusión de lo americano, por el otro, son los medios que nos permiten entender el propósito político que subyace en sus escritos.

2. El segundo proyecto ilustrado se refería al *progreso* vinculado a *la adopción en la lengua culta de todo aquello que supusiera su adelantamiento sin atentar contra este buen uso y su unidad*. La lengua es considerada vehículo de las luces y expresión del pensamiento, por ello es necesario mantener la lengua en el estado de perfección alcanzado, y a la vez, capacitarla mediante su renovación.

3. El tercer proyecto ilustrado se refería a *la unidad de la lengua como ideal cultural y político continental y nacional*. Los ilustrados de finales del siglo XVIII pusieron la lengua, en tanto que elemento común de unión, fraternidad y comunicación entre los distintos pueblos hermanos de la nueva América, al servicio de la cuestión de la identidad continental o ideal americanista presente claramente en muchos de los grandes libertadores, como Bolívar. Esta identidad continental se define como hispana gracias al único vínculo de importancia que había dejado la dominación española, que es la lengua y, así, se entendía Hispanoamérica como una comunidad cultural e idiomática, formada por repúblicas libres que habían sido antes colonias españolas (Miguel Rojas Mix, 1987: 60). Esto facilitaba el proyecto de creación de un bloque sólido o mancomunado, una confederación con la que enfrentarse unidos a enemigos comunes y definirse frente al resto del mundo. La lengua permitía hermanar a los

países americanos al crear sentido de comunidad y continuidad históricas.

4. Relacionado estrechamente con lo anterior, el cuarto y último proyecto ilustrado de Bello es el de *la educación del pueblo* y se desprende de su *Gramática* (Caballero, 1992: 179). Su Gramática es también un instrumento educativo al servicio de las nuevas repúblicas. Bello se sentía en la obligación de fomentar la educación de los americanos: la unidad lingüística y cultural garantiza la unidad continental por medio de un estudio serio y concienzudo de las formas lingüísticas del castellano y crea una sociedad de hombres libres y aptos para el ejercicio cívico en las nuevas repúblicas. El pensamiento se desarrolla con el estudio del lenguaje. Se trata de la creación de lo que Bello denomina "gramáticas nacionales", entendidas como el fomento de la educación idiomática de sus nuevos compatriotas, mediante la enseñanza en la escuela de la lengua materna y del buen uso.

Bibliografía citada :

ALONSO, Amado (1989), «Introducción a los estudios gramaticales de Bello», en

Manuel Gayol Mecías (comp.), *Valoración Múltiple*. Andrés Bello, La Habana, Centro de Investigaciones Literarias: 534-566.

ARNOUX, E. N. (1995), «Gramática nacional y pensamiento ilustrado: huellas de una travesía intelectual», *Letterature d'America*, año xv, 59: 63-87.

BELLO, Andrés (1891/1951), *Gramática de la lengua castellana destinada al uso de los americanos*, Caracas, Ministerio de Educación.

CABALLERO, María (1992), «Las polémicas lingüísticas durante el siglo xix», *Cuadernos Hispano-americanos*, 500: 177-187.

LÓPEZ GARCÍA, María (2004), «Norma, variedad y enseñanza en la *Gramática castellana* de Andrés Bello», *Revista Mexicana de Investigación Educativa*, vol. 12, nº 33: 679-700.

ROJAS MIX, Miguel (1987), «La cultura hispanoamericana del siglo XIX», en Luis Iñigo Madrigal (coord.), *Historia de la literatura hispanoamericana*, Madrid, Cátedra, t. II: 55-74.

II. Républiques hispano-américaines et grammaires

Les orthographes républicaines en exil | Edward Blumenthal (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3)

Le propos de cette communication est de reprendre un sujet classique de l'historiographie chilienne —à savoir, les polémiques autour du romantisme et de l'orthographe qui se déroulèrent au début de la décennie de 1840— et de le situer dans un contexte d'exil et circulation des idées républicaines, en examinant les idées de Andrés Bello, Domingo Faustino Sarmiento et Juan María Gutiérrez autour de la notion d'une orthographe américaine.

La décennie de 1840 au Chili fit preuve d'une de relative ouverture politique, marquée par une expansion de la presse et un débat public vibrant et souvent violent. Ce fut aussi un moment de construction des institutions républicaines, notamment à travers la fondation de l'Université du Chili et de l'expansion de l'éducation primaire (Jaksic, 2001; Stuvén, 2000). Dans ce contexte, le Chili se convertit en un site d'exil, accueillant des émigrés politiques de l'Europe (comme le polonais Ignace Domeyko) et de l'Amérique, dont le *caraqueño* Andrés Bello, des émigrés de la Bolivie, du Pérou et —surtout— des provinces Argentines (Blumenthal, 2019). Plusieurs de ces émigrés ont joué un rôle clé dans cette construction des institutions républicaines chiliennes.

Pendant la période des indépendances, la nation avait été comprise en l'Amérique espagnole dans un sens surtout civique,

comme l'expression politique d'un contrat social (la constitution). Avec l'éclatement de l'empire espagnol après 1810, puis des grandes structures étatiques comme les Provinces Unies du Río de la Plata, les cités ont commencé un travail de récupération de la souveraineté et de construction des institutions républicaines depuis ce niveau local (Chiaramonte, 2004; Palti, 2003). Cette nouvelle citoyenneté locale s'articulait avec la catégorie juridique ibérique plus ancienne de la *vecindad*, sous laquelle les droits politiques découlaient de la résidence dans la cité et de son statut corporatif (Herzog, 2003). Cela menait à une certaine dissociation entre nationalité et citoyenneté où des émigrés juridiquement étrangers pouvaient accéder à certains droits politiques normalement réservés à les nationaux (Devoto, 2001; González, 2006). Elle explique aussi l'intégration politique relativement facile des émigrés politiques.

À partir des années 1830-1840, la circulation des idées romantiques de nationalités, en parallèle aux styles romantiques proprement littéraires, provoquèrent une recherche des bases culturelles des nouvelles nations en ébauche qui avaient émergé progressivement après 1810 (Myers, 2005; Palti, 2009; Stuvén, 2000). Étant donné une culture politique, linguistique et culturelle commune aux hispano-américains, cela s'exprimait souvent par un anti-

espagnolisme autant politique que culturel.

De l'autre côté, le romantisme sud-américain était hautement politique et associé à des notions socialistes, souvent avec une grille de lecture très française. Certains —comme l'émigré Vicente Fidel López et son disciple chilien Francisco Bilbao— incorporèrent des notions très avant-gardistes qui provoquaient la frayeur des élites chiliennes. Il faut dire qu'en général les émigrés romantiques véhiculaient des représentations contrastées de leur pays d'accueil : d'un côté d'un pays très stable en opposition avec les provinces argentines, mais de l'autre un pays très conservateur et peu égalitaire, des caractéristiques qu'ils trouvèrent choquantes.

Sarmiento, qui était aussi fonctionnaire chilien dans les prémices de l'éducation nationale, critiqua l'orthographe péninsulaire dans une série d'articles dans la presse en 1842. Pour lui, c'était "ridicule" d'utiliser l'orthographe d'une nation qui prononce les mots d'une autre façon. Mais s'il attaquait l'Espagne, il tournait le regard vers la France et les États-Unis, dont les usages républicains et la "civilisation" seraient plus à la hauteur des nouveaux pays indépendants. S'il critiqua le despotisme du latiniste sur le langage populaire, fondamentalement, c'était pour faciliter la pédagogie et l'apprentissage de la lecture, en ajustant l'orthographe aux usages réels des Américains. Mais là aussi, la question était liée à la souveraineté populaire car il cherchait à diffuser l'école et les pratiques de lecture pour former des futurs citoyens

républicains, comme partie d'un projet pédagogique républicain plus large (cf. son *Educación popular*, 1849).

En cela Sarmiento reprit des idées que Bello avait déjà développé une décennie auparavant, et Bello va soutenir sa proposition dans le Conseil Universitaire qui validait les ouvrages pour usage dans les écoles. L'orthographe nouvelle devint officielle pendant une vingtaine d'années. (Sarmiento, 1843) Mais les deux hommes s'affrontèrent dans les journaux autour de ce thème et le romantisme, non en raison des questions littéraires et grammaticales de fond —sur lesquelles ils étaient plutôt d'accord, avec des nuances— mais plutôt sur la question politique sous-jacente. Bello étant plus gradualiste, avec un plus grand souci pour maintenir l'unité linguistique hispano-américaine, et il se méfia du socialisme romantique affiché par Sarmiento et López. (Jaksic, 2001; Stuvén, 2000).

Ce conflit peut se comprendre aussi comme une compétition pour occuper la place des intellectuels organiques du gouvernement chilien. Dans ces polémiques, ils prétendaient maîtriser les connaissances européennes les plus avancées, soient elles romantiques ou socialistes, en partie pour légitimer leur recherche pour des emplois dans le service public chilien. L'image d' "Argentins et romantiques" véhiculée par les émigrés romantiques, selon López, inspirait du respect, car ils étaient "les hommes les plus intelligents et avancés de l'Amérique du sud" mais "excitait une antipathie de nationalité". En cela ils participaient à l'élaboration des stéréotypes nationaux

des Argentins arrogants et des Chiliens conservateurs.

L'opposition entre langues "américaine" et "espagnole" émergea de nouveau comme un thème de débat en 1875 et 1876, des années après le retour de l'exil, dans une polémique à Buenos Aires qui éclata quand Juan María Gutiérrez refusa sa nomination à l'Académie Royale Espagnole. Gutiérrez —recteur de l'Université de Buenos Aires qui avait vécu en exil au Chili entre 1845 et 1852— qualifia l'invitation de "dangereuse" pour un sud-américain, car cela impliquerait la

"soumission" aux idées de la RAE. Il dépeint Buenos Aires, à une époque d'immigration de masses, comme un endroit de métissage culturel et linguistique. Dans une société comme l'argentine où il y a une vie intellectuelle vibrante (la "civilisation", pour Gutiérrez), on ne pouvait pas avoir une bâtardise de la langue. (Gutiérrez, 2006). Ainsi, orthographe et langue étaient comprises comme des éléments fondateurs de la souveraineté populaire, dans toute sa complexité.

Las ortografías republicanas en exilio | Edward Blumenthal (Universidad Sorbonne Nouvelle-Paris 3)

El propósito de este documento es retomar un tema clásico de la historiografía chilena – a saber, las polémicas en torno al romanticismo y a la ortografía que tuvieron lugar a principios de la década de 1840 – y situarlo en un contexto de exilio y circulación de ideas republicanas, examinando las ideas de Andrés Bello, Domingo Faustino Sarmiento y Juan María Gutiérrez en torno a la noción de una ortografía americana.

La década de 1840 en Chile demostró una relativa apertura política, marcada por una expansión de la prensa y un debate público vibrante y a menudo violento. También fue un momento de construcción de las instituciones republicanas, en particular mediante la fundación de la Universidad de Chile y de la expansión de la enseñanza primaria (Jaksic, 2001; Stiven, 2000). En ese contexto, Chile se

convirtió en un lugar de exilio, que acogía a emigrantes políticos de Europa (como el polaco Ignace Domeyko) y de América, como el caraqueño Andrés Bello, emigrantes de Bolivia, de Perú y, sobre todo, de las provincias de Argentina (Blumenthal, 2019). Muchos de esos emigrantes desempeñaron un papel clave en esta construcción de las instituciones republicanas chilenas.

Durante el periodo de las independencias, la nación había sido comprendida en la América española en un sentido principalmente cívico, como la expresión política de un contrato social (la constitución). Con la desintegración del imperio español después de 1810, y luego de las grandes estructuras estatales como las Provincias Unidas del Río de la Plata, las ciudades iniciaron un trabajo de recuperación de la soberanía y de

construcción de las instituciones republicanas desde este nivel local (Chiaramonte, 2004; Palti, 2003). Esta nueva ciudadanía local se articulaba con la categoría jurídica ibérica más antigua de vecindad, bajo la cual los derechos políticos se derivaban de la residencia en la ciudad y de su estatus corporativo (Herzog, 2003). Esta situación condujo a una cierta disociación entre nacionalidad y ciudadanía, donde emigrantes que jurídicamente eran extranjeros podían acceder a determinados derechos políticos que normalmente estaban reservados para los nacionales (Devoto, 2001; González, 2006), explica además la integración política relativamente fácil de los emigrantes políticos.

A partir de los años entre 1830-1840, la circulación de las ideas románticas de nacionalidades, en paralelo con los estilos románticos estrictamente literarios, provocaron una búsqueda de las bases culturales de las nuevas naciones en proyecto que habían surgido gradualmente después de 1810 (Myers, 2005; Palti, 2009; Stuvén, 2000). Dado que existía una cultura política, lingüística y cultural común a todos los hispanoamericanos, esta se manifestaba a menudo a través de un antiespañolismo tanto político como cultural.

Por otro lado, el romanticismo sudamericano era altamente político y asociado a nociones socialistas, a menudo con una grilla de lectura muy francesa. Algunos – como el emigrante Vicente Fidel López y su discípulo chileno Francisco Bilbao – incorporaron nociones muy vanguardistas que provocaron

pánico en las élites chilenas. Debemos decir que, en general, los emigrantes románticos transmitían representaciones contrastadas de su país de acogida: por un lado, un país muy estable en oposición a las provincias argentinas, pero, por otro lado, un país muy conservador y poco igualitario, características que les resultaron impactantes.

En 1842, Sarmiento, que también era funcionario público chileno en los inicios de la educación nacional, criticó la ortografía peninsular en una serie de artículos en la prensa. Para él, era “ridículo” usar la ortografía de una nación que pronuncia las palabras de una manera diferente. Pero si bien atacaba a España, dirigía la mirada hacia Francia y Estados Unidos, cuyos usos republicanos y “civilización” estarían más acordes con los nuevos países independientes. Aunque criticó el despotismo del latinista respecto del lenguaje popular, fundamentalmente, era para facilitar la pedagogía y el aprendizaje de la lectura, al ajustar la ortografía a los usos reales de los americanos. Pero también en este punto la cuestión estaba vinculada a la soberanía popular, ya que trataba de difundir la escuela y las prácticas de lectura para formar a los futuros ciudadanos republicanos, como parte de un proyecto pedagógico republicano más amplio (véase su *Educación popular*, 1849).

En este sentido, Sarmiento retomó ideas que Bello ya había desarrollado una década antes, y Bello va a apoyar su propuesta en el Consejo Universitario que validaba los trabajos que serían usados en las escuelas. La nueva ortografía se volvió

oficial durante unos veinte años (Sarmiento, 1843).

Pero los dos hombres se enfrentaron en los periódicos en torno a este tema y al romanticismo, y no por cuestiones literarias y gramaticales de fondo – en las que más bien estaban de acuerdo, con algunos matices – sino más bien por la cuestión política subyacente. Bello, al ser más gradualista, con una mayor preocupación por mantener la unidad lingüística hispanoamericana, desconfiaba del socialismo romántico que mostraban Sarmiento y López (Jaksic, 2001; Stiven, 2000).

Ese conflicto también puede entenderse como una competición para ocupar el lugar de los intelectuales orgánicos del gobierno chileno. En esas polémicas, pretendían tener un dominio de los conocimientos europeos más avanzados, ya sean románticos o socialistas, en parte para legitimar su búsqueda de trabajos en el servicio público chileno. La imagen de “argentinos y románticos” transmitida por los emigrantes románticos, según López, inspiraba respeto porque eran “los hombres más inteligentes y avanzados de Sudamérica”, pero “despertaba una

antipatía de nacionalidad”. Así, participaban en la elaboración de estereotipos nacionales de los argentinos arrogantes y de los chilenos conservadores.

La oposición entre lenguas “americana” y “española” surgió de nuevo como tema de debate en 1875 y 1876, años después del regreso del exilio, en una polémica en Buenos Aires que estalló cuando Juan María Gutiérrez rechazó su nombramiento en la Real Academia Española. Gutiérrez – rector de la Universidad de Buenos Aires que había vivido en exilio en Chile entre 1845 y 1852 – calificó la invitación de “peligrosa” para un sudamericano, ya que implicaría la “sumisión” a las ideas de la RAE. Retrata a Buenos Aires, en una época de inmigración masiva, como un lugar de mestizaje cultural y lingüístico. En una sociedad como Argentina, en la que existe una vida intelectual vibrante (la “civilización”, para Gutiérrez), no podía haber una bastardificación de la lengua (Gutiérrez, 2006). Así, la ortografía y la lengua se entendían como elementos fundadores de la soberanía popular en toda su complejidad.

Re-republicaniser le langage politique au milieu du XIX^e siècle : le *Diccionario para el pueblo* de Juan Espinosa | Alexandre Frondizi (Université de Neuchâtel/CEDRE)

Dans son *Viaje al Sur*, effectué afin de sensibiliser ses frères latino-américains aux causes cubaine et portoricaine, le *boricua* Eugenio María de Hostos consacre des pages splendides à Juan Espinosa, auteur longtemps oublié d'un *Diccionario*

para el pueblo publié en 1856 à Lima : « Quelques jours plus tard – écrit-il pour clore le récit de son séjour péruvien en 1871 – est arrivée à Lima la nouvelle de sa mort. L'Argentine venait de perdre un de ses fils ; le Chili un de ses soldats ; le Pérou

un de ses *libertadores* ; la Grande Patrie un de ses meilleurs patriotes ; Cuba son plus ardent ami ; et moi l'exemple d'une vie bonne et la confiance avec laquelle je pouvais jusqu'alors me dire : j'ai aujourd'hui serré la main d'un homme bon ». Avec le décès de ce natif de Montevideo, l'Amérique latine perdait effectivement un fervent militant, mais aussi un théoricien d'une République démocratique et sociale universelle au service de laquelle il avait mis sa plume mordante. C'est pour défendre cette vraie république, dénaturée par des hommes et des régimes faussement républicains, que Juan Espinosa publia à deux ans d'intervalle d'abord *Mi república. Justicia y verdad*, court essai ironique sur la prétendue république péruvienne, puis surtout le dictionnaire politique dont cette communication analyse prioritairement les entrées qui concernent la langue.

Ces entrées, *a priori* mineures et périphériques, révèlent paradoxalement mieux le projet de Juan Espinosa que le traitement des grands concepts politiques : re-républicaniser le langage politique afin de faire correspondre les mots et les choses et de rendre ainsi évidente et insupportable leur non-correspondance. S'agit-il alors davantage d'un catéchisme que d'un dictionnaire ? Non, répond Espinosa dans l'entrée dictionnaire qui, outre pointer du doigt la conception de la relation maître-élève véhiculée par tout catéchisme, rapproche plutôt l'entreprise d'une encyclopédie où s'enchaîneraient « toutes les notions qui entrent dans l'éducation d'un homme libre ». En d'autres mots, alors que le catéchisme

s'apprendrait et ne se contesterait pas, le dictionnaire encyclopédique réclamerait une appropriation libre. Or, Espinosa ne cesse de se lamenter sur la passivité d'une société qui, pas ou trop peu éduquée, ne défend pas suffisamment ses droits et, donc, la République contre la trahison d'une classe politique latino-américaine qui ne conserve que le nom de république à un État socio-politique délié de ses promesses émancipatrices.

Cette passivité populaire face au dévoiement des mots et de la loi constituerait la maladie, politiquement entretenue, d'une Amérique apparemment républicaine et profondément autoritaire et inégalitaire. La grammaire, précise par exemple Espinosa, « apprend à parler correctement et, comme un langage incorrect ne peut pas engendrer des idées correctes, une société sans grammaire ne se comprendra pas et même les lois ressentiront ce manque ». Une telle définition renvoie non seulement au lien classique entre logique grammaticale et l'irrévocable clarté de la loi, mais aussi à une réflexion sur la perversion d'un langage politique qui permet à d'aucuns d'occulter despotisme, inégalités, voire absolutisme derrière des mots d'ordre républicains vidés de leur sens. La surprenante entrée Robert Macaire dénonce encore plus explicitement un travestissement qu'il est difficile de ne pas rapprocher de celui opéré en France au printemps 1848 par les « républicains du lendemain » : « C'est un prestidigitateur qui, en prenant toutes les formes que revêt l'homme en société, trompe ceux qui lui font confiance, les dupe tous et leur laisse

l'amer regret d'avoir cru à ses théories et à ses mots. Combien de Robert Macaire en politique ! » En définitive, en repolitisant les mots, Juan Espinosa entend rappeler

au peuple les promesses émancipatrices de la République et l'invite ainsi à prendre les Robert Macaire au mot.

Re-republicanizar el lenguaje político a mediados del siglo XIX: el *Diccionario para el pueblo* de Juan Espinosa | Alexandre Frondizi (Universidad de Neuchâtel/CEDRE)

En su Viaje al Sur, escrito con el fin de sensibilizar a sus hermanos latinoamericanos respecto de las causas cubanas y puertorriqueñas, el boricua Eugenio María de Hostos dedica espléndidas páginas a Juan Espinosa, autor durante mucho tiempo olvidado del *Diccionario para el pueblo*, publicado en Lima en el año 1856: “Unos días más tarde – escribe el autor para cerrar el relato de su estancia en Perú en 1871 – llegó a Lima la noticia de su muerte. Argentina acababa de perder a uno de sus hijos; Chile, a uno de sus soldados; Perú, a uno de sus libertadores; la Gran Patria, a uno de sus mejores patriotas; Cuba, a su más ardiente amigo; y yo, al ejemplo de una vida buena y la confianza con la que hasta ese momento podía decirme: hoy he estrechado la mano de un buen hombre”. En efecto con el fallecimiento de este escritor oriundo de Montevideo, América Latina perdía no solo a un ferviente activista, sino también a un teórico de una República democrática y social universal a cuyo servicio había puesto su mordaz pluma. Fue para defender a esa verdadera república, desvirtuada por hombres y regímenes falsamente republicanos, que Juan Espinosa publicó con dos años de

intervalo las siguientes obras: primero *Mi república. Justicia y verdad*, breve ensayo irónico sobre la presunta república peruana y, de mayor importancia, el diccionario político. Esta exposición analiza principalmente las entradas relativas a la lengua de este diccionario político.

Estas entradas, *a priori* sin mayor importancia y periféricas, paradójicamente revelan mejor el proyecto de Juan Espinosa que el tratamiento de los grandes conceptos políticos: re-republicanizar el lenguaje político para lograr que las palabras y las cosas se correspondan y que su no correspondencia resulte obvia e insoportable. ¿Se trata entonces más de un catecismo que de un diccionario? No, responde Espinosa en la entrada del diccionario, que además de denunciar la concepción de la relación maestro-alumno que transmite cualquier catecismo, más bien acerca la empresa a una enciclopedia en la que se enlazarían “todas las nociones que entran en la educación de un hombre libre”. En otras palabras, mientras que el catecismo se aprendería y no se cuestionaría, el diccionario enciclopédico exigiría una apropiación libre. Sin embargo, Espinosa no deja de lamentarse

sobre la pasividad de una sociedad que, sin ninguna educación o con muy poca, no defiende lo suficiente sus derechos y que, por lo tanto, no defiende la República contra la traición de una clase política latinoamericana que solo otorga el nombre de república a un Estado sociopolítico liberado de sus promesas emancipadoras.

Esta pasividad popular frente a la desnaturalización de las palabras y de la ley constituiría la enfermedad, políticamente mantenida, de una América aparentemente republicana y profundamente autoritaria y desigual. Por ejemplo, Espinosa precisa que la gramática “enseña a hablar correctamente y, como un lenguaje incorrecto no puede generar ideas correctas, una sociedad sin gramática no logrará comprenderse e incluso las leyes sentirán esta carencia”. Una definición de este tipo no solo nos remite al clásico vínculo entre la lógica gramatical y la claridad irrevocable de la

ley, sino también a una reflexión sobre la perversión de un lenguaje político que permite a algunos ocultar despotismo, desigualdades e incluso absolutismo detrás de lemas republicanos que han sido despojados de sentido. La sorprendente entrada de Robert Macaire denuncia de forma aún más explícita un travestismo que es difícil no relacionar con el que llevaron a cabo en Francia en la primavera de 1848 los “republicanos del mañana”: “Es un prestidigitador que, tomando todas las formas que el hombre adopta en sociedad, engaña a quienes confían en él, los embauca a todos y los deja con el amargo lamento de haber creído en sus teorías y sus palabras. ¡Cuántos Robert Macaire existen en la política!” En definitiva, al repolitizar las palabras, Juan Espinosa intenta recordar al pueblo las promesas emancipadoras de la República y lo invita a tomar en serio las palabras de los Robert Macaire.

III. Figures de l'Europe républicaine

Une langue ancienne pour une nation nouvelle : réflexions sur la langue dans l'Italie du Risorgimento | Guillaume Alonge (CEDRE/Paris)

Le problème de la langue se pose pour toute communauté nationale en construction. Le cas italien présente toutefois des particularités, car la question du rapport entre formulation d'une langue commune et construction d'une identité politique unique se pose déjà entre la fin du Moyen Age et le début de l'époque moderne ; à savoir, plusieurs siècles avant le processus d'unification de la Péninsule de la part des Piémontais. En effet, malgré l'existence de plusieurs Etats régionaux concurrents entre eux, dans l'Italie du XV^e et du XVI^e siècles se développe, notamment à l'échelle de l'élite aristocratique, un sentiment d'identité partagé. Un sens d'appartenance qui se renforce au moment des invasions étrangères, espagnol et française, et de la perte de toute autonomie politique des Etats de la Péninsule. Machiavel au fond de son *Principe*, en évoquant le dessein d'une unification de l'Italie sous le pouvoir des Médicis, cite les vers que le poète florentin Francesco Petrarca avait, deux siècles plus tôt, dédié à l'Italie. Se dessine alors un rapprochement entre références culturelles linguistiques à Pétrarque et à d'autres pères de la langue italienne, tel que Dante et Boccaccio, et le projet d'unité politique.

L'existence d'une conscience commune, d'une identité pré-politique, malgré la fragmentation politique apparaît clairement dans deux textes majeurs de la

littérature italienne de la Renaissance : le *Prose della Volgar Lingua* de Pietro Bembo, et le *Libro del Cortegiano* de Baldassar Castiglione ; les deux auteurs réfléchissent aux solutions possibles pour donner à l'Italie une langue commune. La ligne qui finira par s'imposer sera celle de Bembo, qui indique le toscan classique du XIV^e siècle, ayant pour modèle Boccace, Dante et Pétrarque, comme la langue à laquelle s'inspirer. Le choix tombe donc sur un modèle littéraire plutôt que sur celui d'une langue courtisane et vivante, produit du mélange entre les différents dialectes de la péninsule, comme l'aurait souhaité Castiglione.

Toutefois cet « italien des écrivains » mettra du temps à s'imposer, et surtout sera confronté pendant des siècles à l'hostilité de l'Eglise romaine de la Contre-Réforme : en effet très tôt les inquisiteurs feront le lien entre diffusion des idées hétérodoxes et usage de la langue vernaculaire ; la solution brutale qui sera prise par les autorités ecclésiastiques sera donc de censurer et de condamner, d'empêcher la circulation des textes, non seulement religieux, mais souvent aussi des textes littéraires en italien. L'objectif de ce projet culturel et pédagogique de longue haleine étant de « faire oublier la Renaissance » et de « moraliser » le lecteur ; il en découle une crise de la culture italienne qui avait connu dans les premières décennies du XVI^e siècle un

moment d'ouverture et démocratisation, notamment à l'égard des plus simples et des femmes ; mais aussi l'affirmation d'un modèle culturel visant à réduire le lecteur à une « condition d'enfant » privé de toute autonomie intellectuelle. Il s'en suit un affaiblissement du taux d'alphabétisme des italiens, de moins en moins habitués à lire les textes de la foi comme de la littérature profane.

Au XIX^e siècle les événements presque inattendus qui portèrent rapidement à l'unification de la péninsule rendirent nécessaire un effort de la part de la nouvelle classe dirigeante du royaume en faveur de la construction d'une langue commune. Sur initiative du ministre de l'Instruction publique, Emilio Broglio, en janvier 1868 fut nommée une Commission ministérielle pour diffuser le bon italien et créer le nouveau Dictionnaire, l'ambition de fond étant de donner au nouvel Etat une langue officielle. A la tête de la commission fut nommé Alessandro Manzoni, l'auteur des *Promessi Sposi*, l'écrivain italien certainement le plus populaire de l'époque. Mais comme cela avait été le cas au XVI^e siècle, dans ce cas aussi le débat s'enflamma entre des options différentes : Manzoni se déclare en faveur d'une langue vivante s'inspirant du florentin contemporain ; alors que d'autres membres de la commission préfèrent le toscan contemporain.

Mais il ne s'agit pas simplement de modèles linguistiques : derrière chaque choix se cache des positions politiques, étatiques et culturels ; notamment Manzoni se réclame du modèle centralisateur français. L'influence du

modèle étatique de la France révolutionnaire reste en effet très fort dans la Péninsule encore dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, malgré le progressif éloignement de la nouvelle monarchie des Savoia de la politique française. Très différente s'annonce la position d'un journaliste originaire de Udine, dans le Nord-Est de la péninsule, Pacifico Valussi : dans son *Caratteri della civiltà novella in Italia*, paru en 1868, il propose le modèle d'une langue vivante et non pas littéraire, mais qui soit le produit de l'interaction des journalistes, des hommes politiques et des hommes d'affaire, des militaires, des bureaucrates, de cette nouvelle Italie. D'une certaine manière, il semble reprendre à son compte le modèle polycentrique de Castiglione, et il insiste sur la nécessité de mettre en valeur la richesse des différents dialectes régionaux. Derrière les mots encore une fois se cache des enjeux politiques : Valussi penche en effet plutôt vers des idéaux républicains et fédéralistes, s'inspirant du républicanisme nord-américain.

L'analyse des entrées consacrées à certains termes – « République », « Démocratie », « Terroriste », « Révolution », « Fédéralisme » – dans les premiers dictionnaires de la langue italienne qui se succèdent entre la fin du XVIII^e et la moitié du XIX^e siècle laisse apparaître l'évolution des conceptions politiques et des influences culturels. Notamment pour l'Italie on assiste à un glissement de la France révolutionnaire vers d'autres modèles plus modérés, tels que les Etats-Unis et l'Allemagne, elle aussi unifiée depuis peu.

Un lengua antigua para una nación nueva: reflexiones sobre la lengua en la Italia del Risorgimento | Guillaume Alonge (CEDRE/Paris)

El problema del idioma surge para cualquier comunidad nacional en construcción. Sin embargo, el caso italiano es peculiar en el sentido de que la cuestión de la relación entre formulación de un idioma común y construcción de una identidad política única ya se plantea entre finales de la Edad Media y el inicio de la era moderna; a saber, varios siglos antes del proceso de unificación de la Península por parte del pueblo piamontés. De hecho, a pesar de la existencia de varios Estados regionales que compiten entre sí, en la Italia de los siglos XV y XVI se desarrolló un sentido de identidad compartido, especialmente entre la élite aristócrata. Un sentido de pertenencia que se reforzó en la época de las invasiones extranjeras, españolas y francesas, y de la pérdida total de autonomía política de los Estados de la Península. Maquiavelo, en el fondo de su *Principe*, al evocar la intención de una unificación de Italia bajo el poder de los Medici, cita los versos que el poeta florentino Francesco Petrarca había dedicado a Italia dos siglos antes... Se dibuja entonces un acercamiento entre referencias culturales lingüísticas a Petrarca y a otros padres de la lengua italiana, como Dante y Boccaccio, además del proyecto de unidad política.

La existencia de una conciencia común, de una identidad prepolítica, a pesar de la fragmentación política, se puede ver claramente en dos grandes textos de la literatura italiana del Renacimiento: el *Prose della Volgar Lingua* de Pietro Bembo, y el *Libro del Cortegiano* de Baldassar

Castiglione. En estas obras, ambos autores reflexionan sobre las posibles soluciones para darle a Italia una lengua común. La línea que finalmente acabará por imponerse será la de Bembo, que señala al toscano clásico del siglo XIV como el idioma del cual inspirarse, y que tiene como modelos a Boccaccio, Dante y Petrarca. La elección recae entonces en un modelo literario, más que en el de una lengua cortesana y viva, producto de la mezcla de diferentes dialectos de la península, tal como lo hubiera deseado Castiglione.

Sin embargo, este “italiano de los escritores” tardará en imponerse y, sobre todo, se enfrentará durante siglos a la hostilidad de la Iglesia romana de la Contrarreforma: en efecto, muy pronto los inquisidores relacionarán la difusión de las ideas heterodoxas con el uso de la lengua vernácula. Así, la brutal solución que será adoptada por las autoridades eclesiásticas será censurar y condenar, impedir la circulación de los textos, no solo religiosos, sino a menudo también textos literarios en italiano. El objetivo de este proyecto cultural y pedagógico a largo plazo es lograr que el lector “se olvide del Renacimiento” y “moralizarlo”; el resultado es una crisis de la cultura italiana, que en las primeras décadas del siglo XVI había experimentado un periodo de apertura y de democratización, especialmente en lo que respecta a las mujeres y la gente más simple. Pero también se trata de la afirmación de un modelo cultural destinado a reducir al

lector a una “condición de niño” privado de cualquier autonomía intelectual. El resultado es una disminución de la tasa de alfabetización de los italianos, quienes cada vez estaban menos acostumbrados a leer textos de fe y literatura profana.

En el siglo XIX, los casi inesperados acontecimientos que llevaron rápidamente a la unificación de la península hicieron necesario que la nueva clase dirigente del reino se esforzara en construir un idioma común. Por iniciativa del ministro de Educación Pública, Emilio Broglio, en enero de 1868 se nombró una comisión ministerial para difundir el buen italiano y crear el nuevo Diccionario; la verdadera ambición era dar al nuevo Estado un idioma oficial. Alessandro Manzoni, autor de *Promessi Sposi*, y sin duda el escritor italiano más popular de la época, fue nombrado a la cabeza de la comisión. Pero como ya había ocurrido en el siglo XVI, también en este caso el debate se calentó entre diferentes opciones: Manzoni se declaró a favor de un idioma vivo inspirado en el florentino contemporáneo, mientras que otros miembros de la comisión prefirieron el toscano contemporáneo.

Pero no se trata simplemente de modelos lingüísticos, ya que detrás de cada elección se esconden posiciones políticas, estatales y culturales; sobre todo en el caso de Manzoni, quien reivindica adherir al modelo centralista francés. La influencia del modelo de estado de la Francia revolucionaria permaneció muy

fuerte en la Península, incluso en la segunda mitad del siglo XIX, a pesar del distanciamiento progresivo de la nueva monarquía de los Saboya respecto de la política francesa. Pacifico Valussi, un periodista de Udine, en el noreste de la península, muestra una posición muy diferente: en su *Caratteri della civiltà novella in Italia*, publicado en 1868, propone el modelo de un idioma vivo y no literario, pero que sea producto de la interacción de periodistas, políticos y empresarios, soldados, burócratas, de esta nueva Italia. En cierto modo, parece que se apropia del modelo policéntrico de Castiglione, e insiste en la necesidad de destacar la riqueza de los diferentes dialectos regionales. Una vez más, detrás de las palabras se esconden cuestiones políticas: en efecto, Valussi se orienta más bien hacia ideales republicanos y federalistas, inspirándose en el republicanismo norteamericano.

El análisis de las entradas dedicadas a determinados términos – “República”, “Democracia”, “Terrorista”, “Revolución”, “Federalismo” – en los primeros diccionarios de la lengua italiana que se sucedieron entre finales del siglo XVIII y mediados del siglo XIX revela la evolución de las concepciones políticas y de las influencias culturales. En el caso de Italia en particular, se observa una transición desde la Francia revolucionaria hacia otros modelos más moderados, como Estados Unidos o Alemania, también unificada recientemente.

(Més)usages de l'idéal. Le républicanisme Suisse au prisme des auteurs russes | Irène Herrmann (Université de Genève)

A la fin du XVIII^e siècle, la Suisse est considérée comme un modèle de République, et ce système politique est volontiers vu comme un idéal, représentant ainsi la perfection dans son domaine.

L'Encyclopédie contribue puissamment à diffuser cette réputation flatteuse, dont les principaux intéressés ont conscience. Et ils ne sont pas les seuls. Bien entendu, cette renommée est connue en France, mais elle est également répandue parmi la noblesse et les intellectuels russes qui commencent alors à (re)découvrir l'Europe dont ils décrivent volontiers les spécificités. Les récits de ces voyageurs constituent un riche corpus, susceptible de refléter l'image de la Confédération. Mieux encore, il permet de saisir les usages discursifs qu'autorise le maniement des idéaux.

Sur la base de textes laissés par neuf auteurs, entre 1789 et 1918, on distingue plusieurs cas de figure récurrents. Il apparaît que les écrivains peinent à donner une image fidèle des phénomènes qu'ils contemplent. Le constat de cet écart est parfaitement banal. En revanche, il est piquant d'observer la manière dont il s'exprime et les raisons pour lesquelles il est – délibérément ou non – entretenu, agrandi ou minimisé, en une série de mécanismes isolés ou cumulés, relevant de la projection, de la rétroprojection et de l'inversion.

Tout d'abord, il faut reconnaître que la distance nécessaire entre ce qui est vu et ce

qui est relaté ne signifie pas que la « réalité » n'ait aucun impact, mais qu'elle est analysée à travers différents filtres, constitués des descriptions précédentes et des représentations qu'elles ont contribué à façonner. Ces lentilles déformantes poussent le témoin à projeter ses propres attentes sur ce qui lui est donné à voir, et à y plaquer sa propre idée de ce que la Suisse devrait ou ne devrait pas être.

Bien entendu, les spécificités de ces projections découlent en grande partie de la position de l'auteur. A cet égard, le facteur qui modère de la manière la plus décisive l'image de la Suisse est l'ordre socio-politique idéal que réclame l'écrivain. Tous les textes sélectionnés montrent que le républicanisme helvétique a été utilisé dans un processus global de rétroprojection, qui incite à dépeindre le pays en fonction des objectifs auxquels on aspire.

Le caractère « idéal » du républicanisme suisse rendait cette opération rentable pour tous, qu'ils admirent ou méprisent cette prétendue perfection politique. Pour les premiers, il importait de montrer que le modèle auquel ils aspiraient n'était pas simplement un idéal fantasmé, mais pouvait réellement se concrétiser et réussir. Pour les seconds, il s'agissait d'exploiter le statut du pays comme un levier autorisant une inversion fructueuse et fertile. En critiquant ce qui était communément considéré comme un idéal, ils incitaient à croire que leur suggestion personnelle était elle-même idéale.

Cette situation donne un aperçu du fonctionnement des idéaux. Si ceux-ci sont niés puis réinvestis, c'est précisément parce qu'ils représentent la perfection pour quelqu'un dans un domaine, et qu'ils en retirent un pouvoir rhétorique, infiniment séduisant, susceptible d'être transmis, transféré, récupéré, voire totalement usurpé.

Reste que ce pouvoir n'est pas uniquement discursif – notamment pour ceux qui sont l'objet d'une telle idéalisation. Ainsi, les Suisses prenaient leur rôle d'idéal très au sérieux. Or, leur

conviction de représenter un idéal, qui était par conséquent parfait, a renforcé leur immobilisme. Pourquoi changer quelque chose de parfait, pensaient-ils, cela ne ferait que le rendre moins parfait, à savoir imparfait. Comme l'illustrent les récits russes sur le républicanisme suisse, un idéal est peut-être « Ce qui représente la perfection pour quelqu'un dans un domaine ». Toutefois, contrairement à ce qu'on pourrait déduire d'une telle définition, être considéré comme tel peut également constituer une preuve d'imperfection.

Los (malos)usos del ideal. El republicanismo suizo a través del prisma de los autores rusos | Irène Herrmann (Universidad de Ginebra)

A finales del siglo XVIII, Suiza es considerada como un modelo de República, y este sistema político es visto de buena gana como un ideal, representando así la perfección en su ámbito.

La Enciclopedia contribuye muchísimo a difundir esta halagadora reputación, de la que son conscientes los principales interesados. Y no son los únicos. Por supuesto, esta reputación es conocida en Francia, pero también se difunde entre la nobleza y los intelectuales rusos que empiezan a (re)descubrir Europa, cuyas especificidades describen con gusto. Los relatos de estos viajeros constituyen un rico corpus capaz de reflejar la imagen de la Confederación. Mejor aún, permite captar los usos discursivos que autoriza el manejo de los ideales.

Sobre la base de textos dejados por nueve autores entre 1789 y 1918 se distinguen múltiples casos recurrentes. Se evidencia que a los escritores les cuesta dar una imagen fiel de los fenómenos que contemplan. Este desfase es perfectamente banal. Sin embargo, es punzante observar la manera en que se expresa y las razones por las que es – deliberadamente o no – mantenida, agrandada o minimizada, en una serie de mecanismos aislados o acumulados, que tienen que ver con la proyección, la retroproyección y la inversión.

En primer lugar, debemos que reconocer que la distancia necesaria entre lo que se ve y lo que es relatado no significa que la "realidad" no tenga impacto alguno, sino que es analizada a través de diferentes filtros, constituidos por descripciones anteriores y

representaciones que estas han contribuido a modelar. Esas lentes distorsionadoras llevan al testigo a proyectar sus propias expectativas sobre lo que se le muestra, y a poner en ello su propia idea de lo que Suiza debería o no debería ser.

Por supuesto, las especificidades de esas proyecciones se deben en gran parte a la posición del autor. En este sentido, el factor que modela de la manera más decisiva la imagen de Suiza es el orden sociopolítico ideal que reclama el escritor. Todos los textos seleccionados muestran que el republicanismo helvético ha sido utilizado en un proceso global de retroproyección que fomenta una representación del país basada en los objetivos a los que se aspira.

El carácter "ideal" del republicanismo suizo hacía que esta operación fuera rentable para todos, ya sea que admiraran o despreciaran esta supuesta perfección política. Para los primeros, lo importante era mostrar que el modelo al que aspiraban no era simplemente un ideal de fantasía, sino que podía concretarse y tener éxito. Para los segundos, se trataba de explorar el estatus del país como una palanca que permitiera una inversión fructífera y fértil. Al criticar lo que

comúnmente se consideraba como un ideal, fomentaban la creencia de que su sugerencia personal era en sí misma ideal.

Esa situación nos brinda una idea del funcionamiento de los ideales. Si estos son negados y luego reinvertidos, es precisamente porque representan la perfección para alguien en un ámbito, y deriva de ellos un poder retórico, infinitamente seductor, susceptible de ser transmitido, transferido, recuperado, o incluso totalmente usurpado.

Pero ese poder no solo es discursivo – especialmente para aquellos que son objeto de una idealización semejante. Así, los suizos tomaban muy en serio su papel de ideal. Sin embargo, su convicción de representar un ideal, que por lo tanto era perfecto, reforzó su inmovilismo, pues se preguntaban por qué cambiar algo perfecto, si eso solo lo haría menos perfecto, es decir, imperfecto. Tal como lo ilustran los relatos rusos sobre el republicanismo suizo, un ideal es tal vez "lo que representa la perfección para alguien en un ámbito". Sin embargo, contrariamente a lo que se podría deducir de esta definición, el hecho de ser considerado como tal también puede constituir una prueba de imperfección.